

OLIVIER LE BRAS "LES OUVRIERS DE GAD MÉRITENT LA LÉGION D'HONNEUR"

Le 27 novembre 2013, 889 salariés de l'abattoir Gad, propriété de la coopérative Cecab, à Lampaul-Guimiliau (29), étaient licenciés. Pendant des mois, ils se sont battus avec détermination. Olivier Le Bras était alors le délégué syndical de l'usine. Dans les médias, ce leader charismatique émerge. Il raconte dans *Le Visage des Gad*, livre paru en janvier et qui s'est écoulé à 5 000 exemplaires, le déroulé de ces semaines intenses de mobilisation et comment ce conflit a transformé le timide ouvrier réunionnais d'origine en un Breton sûr de son identité.

PROPOS RECUEILLIS PAR MAIWENN RAYNAUDON-KERZERHO PHOTOS EMMANUEL PAIN

BRETONS : Où en êtes-vous aujourd'hui ? Et où en sont les autres ex-salariés de Gad ?

OLIVIER LE BRAS : À plus d'un an et demi du licenciement, qui a eu lieu le 27 novembre 2013, il y a 140 personnes, sur les 889 licenciés, qui ont trouvé un CDI et 83, un CDD. Les autres font des petits bouts de travail, une semaine, quinze jours, mais c'est de la précarité.

Avec quelles indemnités ?

On a eu droit au CSP, contrat de sécurisation professionnelle, pendant un an. Là, depuis le 27 novembre, ils sont à 57 % de leur ancien salaire. Donc à peu près 900 €. Le salaire moyen était à 1 200, 1 300 €. Un petit 900 €, parce qu'on était payés samedi et dimanche.

Et vous ?

Depuis le mois de mars et les élections municipales, je suis adjoint au maire à Saint-Thégonnec. Ça me prend du temps et c'est une belle occupation. Je suis adjoint à l'environnement,

à l'agriculture, au petit patrimoine. Et je suis correspondant défense et sécurité. Professionnellement, je vais entamer une formation pour devenir agent de sûreté aéroportuaire. En espérant décrocher un travail à Brest-Guipavas...

Ce livre est sous-titré *Le combat du métis breton*. Pourquoi ?

Ce titre vient d'une rencontre avec un journaliste de *Mediapart*. Un soir, pour une interview, on a parlé de beaucoup de choses. Et elle m'a demandé tout d'un coup : "Qui tu es ?" Je réponds : Olivier Le Bras, délégué FO chez Gad... "Non, qui tu es ? J'ai suivi les Conti, les Goodyear, j'ai vu tous ces leaders syndicaux qui émergent dans les conflits. Tu ne fonctionnes pas comme les autres : tu ne portes pas les couleurs FO, tu as

une façon de parler qui n'est pas syndicale. Pourquoi ? C'est quoi ton histoire ?" Je suis né à l'île de La Réunion. Jusqu'à 4 ans et demi, je m'appelais Olivier Lebon (il est né d'une mère célibataire et n'a pas été reconnu par son père biologique, ndlr). Je suis arrivé ici, ma mère a rencontré mon père qui m'a donné ce nom, Le Bras. C'est elle qui, dans son article, m'a appelé le Métis Breton du Léon. J'ai trouvé ça super-joli, ça me correspond. Je suis Réunionnais de naissance, mais je me considère comme Breton. Après trente-sept ans en Bretagne à porter ce nom-là, on devient forcément Breton. Je suis aussi proche de la culture bretonne que de la culture réunionnaise, les deux sont importantes pour moi.

Vous êtes Breton ?

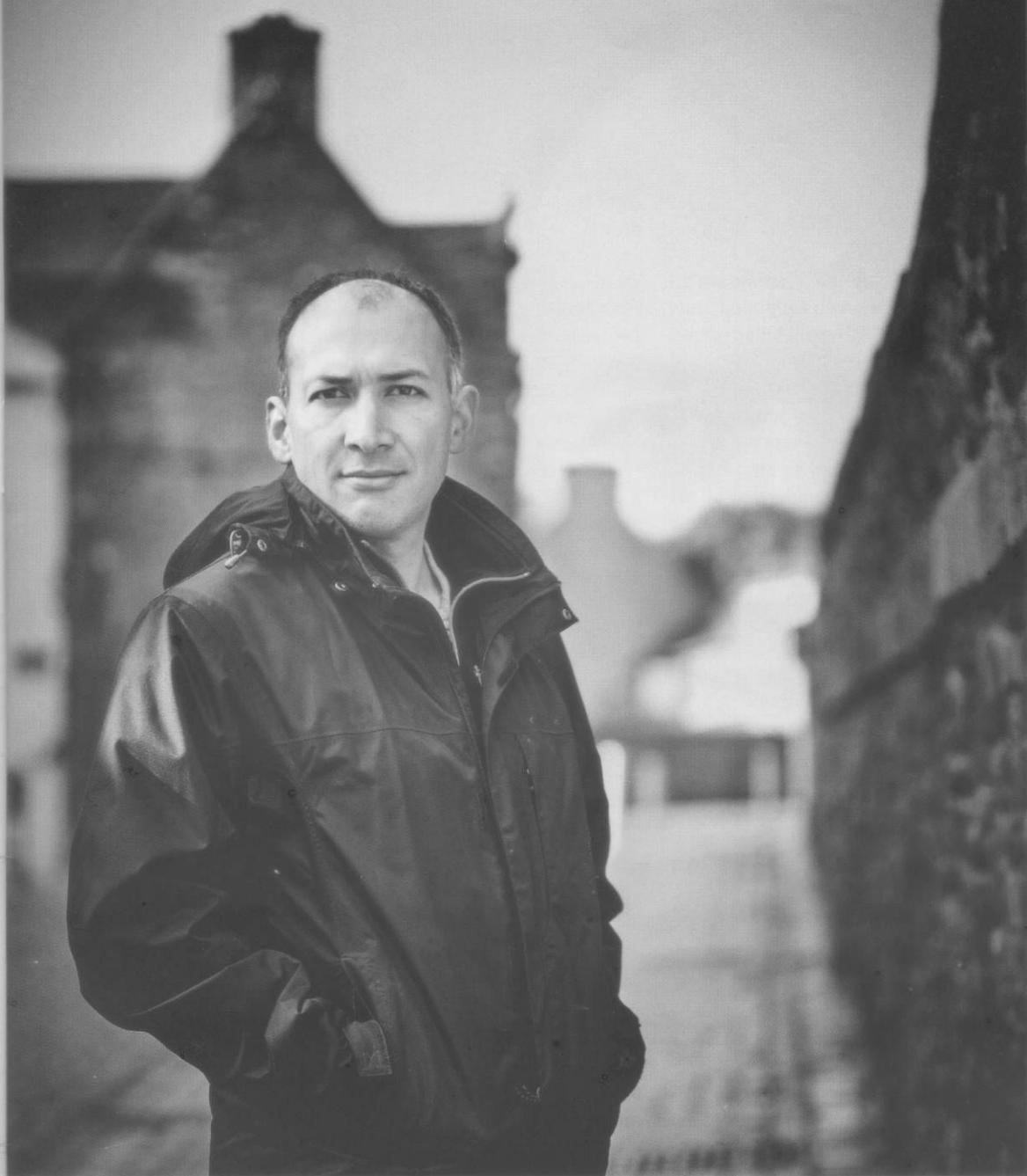
Oui, je me revendique Breton. Il y a les Bretons de sang et les Bretons de cœur. Mes enfants sont métissés, ma femme est Bretonne. Mais moi, je me considère Breton. Je suis fier de ce nom, Le Bras. Je l'ai dit à mon père. Je ne renie pas mon nom de naissance, mais pour moi, Le Bras, c'est une fierté.

Vous êtes entré chez Gad juste après votre service militaire ?

Oui, à 21 ans, après mon service dans la gendarmerie. J'ai fait trois semaines dans la ferme avec mes parents, et ça ne me plaisait pas trop. J'ai eu mon premier contrat chez Gad, et j'y suis resté dix-neuf ans.

D'abord pour un petit contrat, puis un CDD d'un an, et vous y êtes resté dix-neuf ans...

Et si ça n'avait pas fermé, je suis certain que j'y serais toujours. Alors que j'y allais contraint et forcé, parce que ce ne sont pas des métiers faciles. Mais il y avait une âme dans cette entreprise, dans cette usine à Lampaul, qui faisait que je m'y plaisais, malgré tout. Se lever tous les jours à 4 h du matin, travailler à la chaîne, c'est beaucoup de contraintes. Mais je m'y plaisais. Il y



...a toujours une amertume de penser à l'usine. On a prévu de faire une petite fête avec quelques anciens, parce qu'on a besoin de se voir. C'est ce qui me manque le plus : le lundi matin, ne pas échanger avec les copains et les copines. C'était une famille dans l'usine.

Vous écrivez : On se demande parfois pourquoi se battre pour un tel travail ? Couper les jambons, les porter, ce besoin d'être performant physiquement, ce travail épuisant...

C'est un peu le paradoxe de notre combat. On voulait garder ce boulot. Je ne vais pas dire que les autres métiers ne sont pas durs, tous les métiers ont des contraintes. Mais dans l'agroalimentaire, ce sont des métiers peu payés, et avec des contraintes physiques qui sont parfois irréversibles. Quelqu'un qui a mal à l'épaule, c'est à vie. J'en suis conscient puisque je suis concerné.

On ne peut rien contre ça. Le poignet s'opère, le reste se soigne. Mais l'épaule, ça ne se soigne pas. Ça veut dire qu'on se sacrifie physiquement, pour un métier très dur, et on veut le garder. C'est un paradoxe...

Ce sont pourtant des métiers où, dites-vous, on ne se plaint pas ?

C'est aussi la culture bretonne. On est dur au mal en Bretagne. Moi qui suis d'une origine à la nonchalance reconnue, je ne le renie pas. Mais quand on entre dans l'usine, on est Breton et on ne se plaint pas. Moi qui ai eu des souffrances, comme tous les autres, je ne me plaignais pas. J'ai eu la chance de n'être jamais en arrêt, parce que je ne

la politique. Parce que j'en ai marre des gens qui rêvent. On se marre des politiques de l'autisme mais ça n'a pas le voulais pas non plus. Être en arrêt, c'était un signe de faiblesse et un signe de paresse. Ce qui est terrible, parce que la santé... Mais c'est cette culture bretonne et paysanne. Dans le bon sens du terme. On travaille dur, c'est comme ça, on n'a pas le droit de se plaindre. On est content d'avoir un boulot.

Quand vous étiez chez vos parents, vous enchaînâtes ainsi vos huit heures de travail à la chaîne le matin et le ramassage des patates l'après-midi...

Oui. Je faisais mes huit heures, jusqu'à 15 h, et de 16 h à 19 h, je travaillais aux champs. Et ensuite, je m'occupais encore des bêtes. J'ai hérité de cette culture. Pour la petite histoire, toutes mes vacances avant que je ne rencontre mon épouse, je les passais à la gendarmerie, parce que j'étais réserviste. Je n'avais pas besoin de me reposer. Je ne vais pas dire que les autres régions ne travaillent pas, mais c'est assez spécifique aux Bretons. Le Breton, il bosse. Chez lui, le dimanche, il va encore faire son jardin, désherber... C'est comme ça, c'est mon père qui m'a inculqué cette culture-là. Si on veut réussir dans la vie, il faut travailler.

Vous vous êtes retrouvé en première ligne lors de ce combat. Être face à des ministres, face aux médias, ce sont des choses qui s'apprennent ?

Je vais faire une critique envers les syndicats : on n'est pas formés à ça. Se retrouver face à un ministre, on a beau dire que ce sont des hommes comme les autres, ce n'est pas vrai. C'est solennel, on rentre, on est fouillés, ce sont des ministres de l'État ! Face aux médias, je ne sais pas sur combien de chaînes je suis passé, y compris des chaînes étrangères, on n'a pas de préparation non plus. Je me rappelle de mes deux premières : première télévisée et première au ministère. Première télévisée, j'étais tétanisé. Autant en écrit, je me suis senti à l'aise rapidement, on expose, on échange. Mais là, j'avais une grosse crainte. Et la première fois que j'ai été au ministère, je n'ai pas pu dire un mot. Pour nous, dans le Finistère, c'est un jour et demi de déplacement, on est à l'hôtel, seul. J'y suis allé et je n'ai pas dit un mot. Dans le train du retour, je me disais : qu'est-ce que t'as échoué ! Tu n'as pas su porter la parole alors que c'est ce que tu as à faire. Parle



simplement, comme tu le fais d'habitude. La deuxième fois, j'ai été tellement à l'aise que la directrice de cabinet de Guillaume Garot est venue me voir après en me disant : "Monsieur Le Bras, vous avez dit exactement ce qu'il fallait dire, vous avez été parfait !" Je me disais que je n'avais rien à perdre. Ce n'était pas pour moi, c'était pour les autres, parce que je n'ai aucune ambition syndicale. Je ne voulais pas monter à FO Paris, j'ai refusé des postes. Dans ma tête, c'était pour les autres. Pour moi aussi, parce que je ne voulais pas rentrer sans penser que j'avais fait tout ce que je pouvais.

Et pour la télé ?

Là, je vais remercier Nadine Hourmant (leader syndicale de Doux, ndlr). J'étais très proche d'elle, on a fait un pacte lors d'une rencontre. "Nos deux entreprises vont connaître de grosses difficultés, je te donne mon portable, tu me donnes le tien et il va falloir qu'on se serre les coudes." C'est elle qui m'a appelé la première fois, on est allés chez eux pour un coup de main. Et ensuite, elle m'a donné quelques tuyaux : "Lorsque tu parles aux journalistes, sois court, précis, et travaille bien tes dossiers avant. Aie des chiffres bien précis". Je savais exactement combien d'hommes, de femmes, la moyenne d'âge dans l'usine, et ça plaisait aux journalistes. J'avais imprimé ça. Et ensuite, on faisait des AG très régulières avec les salariés, je m'imprégnais de ce qu'ils disaient. Je n'ai jamais parlé au nom du syndicat, mais au nom des salariés de Gad.

Comment gère-t-on l'émotion dans ce genre de conflit ?

C'est compliqué, surtout pour moi qui suis un émotif de nature. On oublie que derrière le syndicaliste, il y a un homme, avec ses craintes, ses peurs, sa famille. On est tous différents, il y a des gens qui sont blindés, qui ne montrent rien. Mais moi, je suis quelqu'un qui a tendance à se lâcher. Mais il ne fallait pas que je le montre. Plus d'une fois, j'avais envie de pleurer, j'étais fatigué, au bout du rouleau, je savais que c'était la fin. Je ne voulais pas que les salariés me voient comme ça. Ils auraient pensé que j'avais craqué, qu'on ne pouvait plus compter sur moi. Il faut

une maîtrise quasi permanente. La première fois où j'ai pleuré en public, c'est quand on a annoncé la fermeture. Je savais qu'on allait nous l'annoncer. Et je m'étais dit : surtout, tu ne pleures pas. Et je me suis effondré, j'ai pleuré pendant un quart d'heure, comme un enfant. Je suis monté sur un rouleau électrique pour l'annoncer à tout le monde. Et je me suis dit : après tout, tu as le droit de pleurer, montre leur que tu as vécu ça intensément. Et j'ai pleuré. Ça a touché. Mon discours ce jour-là, je vais être prétentieux, mais c'était le plus beau. J'ai fait un discours sans avoir rien préparé. J'ai lâché tout ce que j'avais au fond de moi. Il fallait montrer cette émotion. Jusque-là, j'avais dû me maîtriser. Je savais que les salariés, les médias, la Cécab avaient ce regard permanent sur moi. Je le sais maintenant, plusieurs fois, la Cécab a pensé : ça y est, il est au

bout du rouleau, il va craquer. Si je me montrais en larmes, ils auraient pensé : c'est bon, leur leader est out. C'est un exercice très compliqué. Surtout que quand on rentre à la maison, il faut gérer tout ça. Mon épouse, mes enfants... Le 9 octobre, on est allés au tribunal de commerce. On savait que c'était la fin. Je suis entré dans le tribunal le visage défait, quasi en larmes, avec le maire de Lampaul. Ça a fait la Une du *Télégramme*. Moi en pleurs, avec le visage défait. Pour moi, ça ne va pas plus loin. Mais ma fille de 8 ans, quand je rentre le lendemain, m'attend à la maison, en pleurs. Parce qu'elle a vu le journal, et elle ne comprend pas ce qui se passe. Je n'avais pas pensé que mon petit bout de chou, à qui je ne pouvais rien expliquer... Là, il n'y a pas de formation, pas de méthode.

Emmanuel Macron, le ministre de l'Économie, avait déclaré sur *Europe 1* à propos de Gad : "Il y a dans cette société une majorité de femmes qui sont, pour beaucoup, illettrées". Vous parlez plutôt de maladresse que d'injure ?

Olivier Le Bras
en collaboration avec Anne Quillou



Le combat du
«métis breton»

Le Visage des Gad.
Olivier Le Bras,
Locus Solus,
192 p., 18 €

Oui, j'ai pris ça pour une maladresse, même si j'estime qu'un ministre d'État, de son niveau, qui est présenté comme quelqu'un de brillant, doit mesurer ses propos. Je l'ai rencontré ensuite, je ne vais pas le dédouaner, ce qu'il a dit a été très difficile à accepter pour nous, les Gad, et pour les gens qui sont illettrés. C'est un handicap et il ne faut pas stigmatiser le handicap. Mais je pense qu'il a voulu utiliser Gad, une marque médiatique, sans avoir la maîtrise du dossier. Je l'ai pris comme ça. Parce qu'il s'est planté sur tout ce qu'il a dit : on n'est pas une majorité de femmes, il y avait 60 % d'hommes, quinze remises à niveau français-anglais sur les 889 licenciements, ce n'est pas une majorité. Sachant que la remise à niveau, j'en fais

Le problème, c'est qu'ils sont tous là-haut, politiques de naissance, et la vraie vie, la réalité, ils ne l'ont jamais connue. Personnellement, ce que j'ai vécu, je ne l'oublierai jamais. Je serais nommé ministre un jour, je n'oublierais jamais pour autant. Je sais ce que c'est de vivre avec un smic, de se lever tous les jours très tôt. Je ne l'oublierai jamais. C'est impossible. Le problème de ces gens, qui sont intellectuellement brillants, c'est que la vie, la rue, ils ne connaissent pas. Ces propos reflètent ce que sont nos politiques, de gauche, de droite, d'extrême gauche, d'extrême droite. J'ai appelé

la politique. Parce que j'en ai marre des gens qui râlent. On en a marre des politiques, de l'élitisme, mais on n'a pas envie que ça soit des gens comme nous qui prennent les rênes. Il faut que les gens y aillent ! Mais je ne suis pas un homme d'appareil, jamais je ne le serai, et je ne veux pas vendre mon âme au diable pour un poste, même bien payé au conseil régional... On me dit que je ne changerai rien, que ça ne sert à rien. Mais il y a bien un premier esclave qui s'est échappé ? Il faut bien que quelqu'un y aille. Et j'ai envie de faire partie de ceux-là.

Vous avez pris vos distances par rapport aux Bonnets rouges ?

Oui, parce que ça m'échappait. On parlait beaucoup de la Bretagne, et je trouvais ça super parce que j'en suis fier, de cette Bretagne. Mais je trouvais que les Bonnets rouges étaient liés au monde de l'emploi et on n'en parlait plus. Je trouve qu'il faut défendre la culture bretonne, on a la chance d'avoir un drapeau, une langue. Moi, le non-Breton de souche, je suis fier de ça. Mais je trouvais que ça prenait trop de place dans les Bonnets rouges. Il y avait des nationalistes, des régionalistes, des indépendantistes. Et moi, je n'avais pas de position là-dessus. Est-ce que ce serait mieux si la Bretagne était indépendante ? Je n'en savais rien. Je ne pouvais pas être le porte-parole si je ne pouvais pas me positionner... J'avais la maîtrise de l'emploi, de l'agroalimentaire, mais pas de ce qui était autour. J'ai préféré me retirer, alors que je suis un membre fondateur, je le revendique toujours.

Vous avez vécu des moments collectifs forts. Maintenant, les gens sont seuls face à leur conseiller Pôle emploi, dans une Bretagne qui ne va pas mieux économiquement...

La solitude, c'est le plus dur. On avait une association qui s'appelait Sauvons Lampaul. On avait mis en place tous les mardis, de 10 h à 12 h, un café commère. Chacun amenait un gâteau, un far, quelque chose qu'on avait fait nous-mêmes. L'association fournissait le café. Et on se retrouvait pour discuter de tout et de rien. On a été jusqu'à 400, 500 à se voir. À partir de fin juin 2014, on a arrêté. On a voulu couper le cordon. La salle était située tout en bas de l'usine. Tous les mardis, on revenait sur notre lieu de travail... Mais nous, les anciens de la découpe, on a une soirée prévue au mois de juin. On a besoin de ça. ■

“Se lever tous les jours à 4 h du matin, travailler à la chaîne, c'est beaucoup de contraintes. Mais je m'y plaisais.”

une moi-même et je ne suis pas illettré. C'est une totale incompréhension, une non-maîtrise du dossier. En plus, monsieur Macron, je lui ai dit les yeux dans les yeux : le taux de réussite au bac, par académie, c'est ici en Bretagne qu'il est le plus fort, et c'est en plus les femmes qui ont les meilleurs résultats !

Vous n'avez pas pris cela comme du mépris ?

Si. Je lui ai dit : il faut parfois descendre de vos sphères, de vos bureaux dorés, pour venir sur le terrain. Vous auriez mieux fait de venir nous voir, les Gad, et de discuter de ce qui va, de ce qui ne va pas. Vous auriez vu que vous aviez affaire à des gens intelligents, et vous n'auriez pas eu les mêmes propos. Là, vous étiez sur *Europe 1* à Paris, vous aviez vu quelques députés qui vous avaient parlé de ça et vous avez pris le dossier au vol.

la députée directement après, en disant que ce n'était pas possible, qu'il fallait qu'il vienne s'excuser. On n'avait pas besoin de ça. Je lui ai dit : on s'est battus dignement. On remet la Légion d'honneur à des gens qui gagnent des millions et qui ne le méritent pas. Nous, on la mérite tous. Se battre sans rien casser, ça mérite cela.

On vous a proposé des choses, une place sur la liste de Christian Troadec aux élections européennes ou un poste au syndicat au niveau national ?

Oui, j'ai eu des propositions politiques, surtout, et syndicales. Aux européennes, sur des listes, aux régionales aussi. Je ne m'en cache pas, j'ai envie de faire de